

plus tard, je recevais un second appel au sujet d'une seconde personne en prison. On m'en informait dans la soirée du Vendredi saint. Le soir même, j'ai appelé Washington et Dallas. J'ai appelé un peu partout pour tenter de les faire relâcher. Ils l'ont enfin été à la fin de la semaine, mais beaucoup plus grâce à l'intervention de l'Armée du Salut qu'à celle du gouvernement. Où nous avons échoué, elle a réussi.

Par la suite, lorsque la facture pour les appels m'est parvenue, tout en sachant que je ne serais pas remboursé, j'ai décidé d'en parler officiellement à la Chambre puisqu'il s'agissait, à mon avis, d'un cas assez dramatique autour duquel on avait fait une certaine publicité au pays. J'ai pensé soumettre la facture pour ces appels téléphoniques, et je dois dire que la note était élevée. Qu'est-il arrivé? Bien entendu, je n'ai pu être remboursé car j'avais appelé de ma circonscription au lieu de la Chambre des communes. J'aurais dû, je suppose, prendre ma voiture et me rendre à la Chambre des communes pour le faire. C'est le comble de la stupidité. Il est absolument absurde qu'un député ne puisse travailler pour ses propres électeurs et imputer les frais au gouvernement ou, monsieur l'Orateur, sauf votre respect, à la Chambre des communes. Pareille chose ne devrait pas être tolérée à une époque où on cherche à encourager la participation, et pourtant on refuse aux députés les moyens de le faire.

En outre, à mon avis, le programme de la Chambre des communes devrait être tracé de façon à nous donner plus souvent l'occasion de nous rendre dans nos circonscriptions et constater ce que nos gens pensent vraiment. Si nous voulons de la participation, nous devons être personnellement sur les lieux et en faire une réalité. Des mesures pourraient être prises. Qu'il s'agisse de siéger trois semaines par mois, ou d'avoir deux jours à soi de temps à autre ou d'autres dispositions, nous devrions pouvoir visiter nos circonscriptions plus fréquemment et travailler avec nos électeurs. Dans notre société complexe, être député c'est plus que siéger ici à la Chambre des communes. C'est plus que tout simplement adopter des mesures législatives. Nous devons communiquer avec nos gens afin de savoir ce qu'ils veulent. S'ils sentent qu'ils peuvent nous parler, que cela nous influence, alors nous nous débarrasserons d'une bonne part de ce qu'on reproche à la démocratie autour de nous.

Je crois en outre que le gouvernement fédéral, peut-être en collaboration avec les gouvernements provinciaux, devrait établir des bureaux de renseignements d'un bout à l'autre du Canada pour écarter l'effarante bureaucratie et la confusion qui entourent le régime fédéral, et les complications qui en résultent pour nos citoyens. Plusieurs personnes, lorsqu'elles ont un problème, ignorent si elles devraient s'adresser au gouvernement fédéral, au gouvernement provincial ou à l'administration municipale. A mon avis, il faudrait établir des bureaux accompagnés d'une publicité suffisante avec des numéros «Zénith», afin que les citoyens puissent leur téléphoner sans frais pour savoir à qui adresser leurs griefs et comment accomplir les formalités bureaucratiques qui existent dans notre société.

De plus, les écoles et autres institutions devraient, je crois, être approvisionnées de matériel éducatif, de pellicules cinématographiques, etc., portant sur la nature de notre gouvernement et les domaines de compétence provinciale et fédérale. Je le répète, il n'est pas bien utile de

parler du fédéralisme si nous ne communiquons pas avec notre population pour lui expliquer précisément sa nature, ses avantages, son fonctionnement, et la façon de se comporter dans ce régime.

Il nous faut aussi des programmes télévisés constructifs dans le domaine des affaires publiques, pour plaider la cause du fédéralisme et du système démocratique. A la télévision, nous avons vu trop de choses qui tendaient à diviser et à détruire notre pays et ses institutions. Certes, ce n'est pas trop demander à Radio-Canada que de servir la société plutôt que de poursuivre son activité passée. A mon avis, nous nous sommes montrés trop autoritaires pour les questions secondaires et n'avons pas consacré assez de temps à voir dans quelle direction notre société s'engageait, ou à tenter de l'orienter autrement. Peut-être nous faudrait-il un centre de recherche qui étudierait les problèmes de la démocratie et de l'unité canadienne, pour savoir vraiment quoi faire.

D'autres maux entraînent un manque de respect général pour les détenteurs de l'autorité au Canada. Comme exemple, je mentionnerai la grève des médecins au Québec. Bien des membres de notre société, et la question n'a rien à voir avec la politique, ont le sentiment que les gens de profession—médecins, avocats, et le reste—ne pensent vraiment qu'à eux-mêmes et à leurs porte-monnaie, et j'hésite à dire que je leur donnerais souvent raison. La grève des médecins du Québec nous a montré qu'ils avaient en tête d'autres considérations que le soin des malades de la province.

Lorsque le régime d'assurance frais médicaux fut appliqué en Ontario, j'ai été révolté de voir des médecins percevoir 10 p. 100 de plus que le taux versé par le gouvernement provincial. Me trouvant dans le cabinet d'un médecin, je lui ai dit: «Vous devriez mettre un écriteau et nous ferions une collecte pour les médecins nécessiteux, ce qui serait peut-être un moyen de supprimer ces 10 p. 100.» Il suffit de regarder les statistiques pour se rendre compte des gains de ces gens. Ils ne sont pas pauvres à ce point. C'est aussi valable pour les banques. Tout le monde a l'impression qu'en cas de besoin, on peut obtenir de l'argent n'importe où, sauf dans une banque. Si vous avez de l'argent, vous pouvez emprunter davantage d'une banque, mais si vous n'en avez pas, vous essayerez un refus. L'homme de la rue ne considère plus les institutions bancaires comme capables de l'aider vraiment.

● (9.10 p.m.)

Lors de la publication du Livre blanc sur la réforme fiscale, j'ai participé à plusieurs réunions dans ma circonscription. Des gens ne cessaient de se lever et de me dire: «Monsieur Cafik, si nous pensions que nos impôts étaient utilisés à des fins constructives, nous n'hésiterions pas à en payer davantage mais, à notre avis, on gâche notre argent.» Si nos concitoyens estiment que nous gaspillons leur argent, il s'agit là indiscutablement d'une préoccupation nationale pour nous, car une telle croyance est néfaste à une société comme la nôtre. Si nous gaspillons, et j'ai fait partie du comité des comptes publics quand on a découvert des cas de gaspillage, non seulement à propos du gouvernement fédéral mais aussi de n'importe quel autre, il est alors temps que nous intervenions. En tant que gouvernement, nous devrions nous montrer soucieux des deniers publics et nous comptons réellement nous en occuper. Lorsqu'une mauvaise gestion est mise au jour dans les dépenses, nous nous devons